

Attestation sur l'honneur de non injonction de récupération d'une aide d'État

Nom du Producteur :

Adresse du Producteur :

Nom de l'installation :

Adresse de l'installation :

Siret de l'installation :

Je soussigné(e) Monsieur / Madame,
dûment habilité(e) à représenter le producteur.....,
atteste sur l'honneur qu'à la date de transmission de sa demande complète de contrat de
complément de rémunération, le producteur n'était ni n'avait été l'objet d'une injonction de
récupération d'une aide d'État en exécution d'une décision de la Commission européenne
déclarant une aide illégale.

Je m'engage à apporter la preuve de ces informations sur simple demande de l'autorité
administrative compétente.

J'indique avoir pris connaissance des sanctions pénales auxquelles m'engage la production
d'une attestation faisant état de faits matériellement inexacts et notamment de l'article 441-7
du code pénal aux termes duquel « est puni d'un an d'emprisonnement et de 15.000 €
d'amendes le fait d'établir une attestation ou un certificat faisant état de faits matériellement
inexacts ».

Pour valoir ce que de droit.

(nom, qualité et signature)

Fait à

Le